

La politique étrangère égyptienne à la croisée des chemins

L'Égypte ne doit pas permettre que sa politique dans la région soit jugée seulement selon le processus de paix.

Gamal Soltan

L'Égypte est un Etat clé au Proche-Orient. Un Etat est considéré comme tel si son évolution interne ou les changements dans sa politique étrangère provoquent d'importants effets dans toute la région.

Les politiques interne et étrangère de l'Égypte ont eu une influence claire au Proche-Orient au cours des 50 dernières années. En ce qui concerne la politique étrangère, les décisions de l'Égypte ont provoqué des changements au Proche-Orient à plusieurs reprises. A l'époque de la guerre froide, le rapprochement de l'Égypte et l'Union soviétique introduisit la dynamique de la guerre froide dans le centre de la région. Jusqu'en 1955, année où l'Égypte et l'URSS signèrent l'accord d'armement, le Proche-Orient se trouvait exclusivement sous la sphère d'influence du bloc occidental. Jusque là, la guerre froide s'était limitée aux pays de la périphérie, comme l'Iran, la Turquie et la Grèce. Son extension jusqu'au Proche-Orient fut une stratégie orientée à améliorer la capacité de manœuvre de l'Égypte entre les deux superpuissances. Attirer l'URSS et, ensuite, faire face aux Etats-Unis, fut la pierre angulaire de la stratégie de Gamal Abdel Nasser pour s'élever jusqu'à une position hégémonique dans tout le Proche-Orient.

Panarabisme, anti-impérialisme, socialisme d'Etat et non-alignement furent la base morale et idéologique de la politique étrangère égyptienne de l'époque. Le fait que l'idéologie et la politique étrangère de Nasser aient été capables d'inspirer certains pays arabes à suivre ses pas est un signe évident de la centralité de l'Égypte dans les politiques du Proche-Orient. Les changements de direction, aussi bien des politiques internes qu'étrangères, de pays comme la Syrie, l'Irak, l'Algérie, le Yémen, la Libye et le Soudan, démontrent la capacité d'influence de la politique étrangère et intérieure égyptienne dans toute la région.

Au cours des années soixante-dix, le président Anouar el Sadate capitalisa la position centrale de l'Égypte pour changer le cours des événements des années cinquante et soixante. Au cours de la décennie suivante, l'Égypte rompit ses relations avec l'Union soviétique et s'aligna à nouveau avec les USA ; il opta pour la paix avec Israël ; il abandonna le socialisme d'Etat et introduisit des réformes dans le marché ; il démantela le système

de parti unique et réintroduisit le pluralisme politique. Les politiques de Sadate se heurtèrent à une forte opposition, surtout au niveau régional. Cependant, elles ont démontré leur durabilité, se sont à nouveau propagées dans le reste de la région et ont été adoptées par grand nombre de pays.

Ainsi donc, il est juste de dire que l'Égypte a changé le cours des événements au Proche-Orient en deux occasions au cours du dernier demi siècle. A l'ère post-Sadate, le pays est devenu le gardien de la stabilité régionale. Cependant, le *statu quo* au Proche-Orient est sérieusement menacé par un grand nombre de forces et de processus, qui menacent également la position centrale de l'Égypte dans la région. Ces forces déstabilisatrices sont l'islamisme radical, les politiques révisionnistes d'un Iran émergent, la menace de la prolifération nucléaire, l'augmentation de la politique ethnique et sectaire, la croissante importance des groupes armés non étatiques et le nombre de plus en plus grand d'Etats faillis, de la Somalie et du Soudan, au Sud, jusqu'à l'Irak, le Liban et la Palestine, au Nord.

Ces forces déstabilisatrices sont liées entre elles. Leurs locomotives pourraient se réduire à deux : le pouvoir de l'Islam politique radical au niveau idéologique et l'Iran au niveau interétatique. Ces deux forces sont en train de se consolider mutuellement et leur combinaison est dangereuse pour l'ordre régional et la position de l'Égypte.

Depuis la réorientation de la politique étrangère mise en marche par Sadate dans les années soixante-dix, la réconciliation entre arabes et israéliens a été le principal instrument de la politique étrangère pour les transformations grandement désirées au Proche-Orient. Depuis lors, la paix et la stabilité dans la région ont été les piliers principaux de la politique étrangère de l'Égypte.

Le lien entre la paix arabo-israélienne et la stabilité régionale est basé sur la notion de centralité du conflit arabo-israélien dans la politique du Proche-Orient. Les effets de la radicalisation et l'influence du conflit sont connus depuis le début. La délégitimation du régime arabe semi libéral dans les années quarante et cinquante, l'intervention militaire dans la politique, l'augmentation des forces radicales panarabistes, suivie de l'apparition de forces po-

litiques islamiques radicales, sont des manifestations de l'effet radicalisateur du conflit arabo-israélien.

Le principal défi que doit actuellement affronter la politique étrangère de l'Égypte est l'échec de la promesse de paix arabo-israélienne. Trente ans après le traité de paix entre l'Égypte et Israël, en 1979, la fin du conflit arabo-israélien et la fin de la tragédie palestinienne ne semblent pas se trouver au coin de la rue.

Le processus de paix stérile au Proche-Orient soumet l'Égypte à de grandes pressions d'ordres différents. Les fondements moraux de sa politique étrangère sont remis en question, étant donné que sa politique de paix pourrait être qualifiée d'égoïste puisqu'elle conduit à l'abandon des palestiniens et à ignorer leur situation critique. Des radicaux, des détracteurs et des révisionnistes du Proche-Orient ont diffusé cette image pour affaiblir la position régionale de l'Égypte, alors que ses tentatives de gagner la suprématie régionale progressaient.

La stagnation du processus a causé des dommages irréparables parmi la communauté politique palestinienne. En premier lieu, la chute du modéré Fatah, qui avait basé son importance et son avenir sur le compromis historique entre les palestiniens et Israël. Deuxièmement, on retrouve les islamistes radicaux du Hamas, toujours réticents à observer les principes basiques du processus de paix. Le conflit entre Fatah et le Hamas a produit une nouvelle réalité géostratégique de deux entités palestiniennes, l'une en Cisjordanie et l'autre à Gaza. Gérer Gaza, dirigée par le Hamas, est devenu l'une des priorités de l'Égypte. Dans ce sens, sa principale préoccupation est que la consolidation de Gaza en tant qu'entité palestinienne séparée pourrait rendre la division palestinienne irréversible. Le contrôle islamiste de Gaza est une autre préoccupation pour l'Égypte, où la lutte entre le parti au pouvoir, le nationaliste modéré Parti national démocratique (PND) pragmatique et l'opposition islamiste est l'une des principales forces motrices dans la politique interne de l'Égypte.

L'Égypte a montré son engagement dans la recherche de la réconciliation entre Fatah et le Hamas. La seule chose comparable à la persistance égyptienne dans cette recherche, est le refus du Hamas de tout genre de compromis. Le défi du Hamas, cependant, n'a pas été suffisant pour freiner l'Égypte dans ses efforts de médiation après chaque nouveau revers, et ceci continuera jusqu'à ce que les circonstances permettent un changement politique. La manière de concevoir une politique lui permettant de serrer les visser au provocateur gouvernement du Hamas à Gaza mais sans contribuer à la détérioration des conditions de vie des palestiniens, est une question fondamentale que l'Égypte devrait considérer dans ce domaine.

Quoi que l'on fasse dans ce sens, cela ne peut substituer la revitalisation d'un processus de paix au Proche-Orient en incluant le Hamas. Le Hamas ne va pas disparaître. L'on ne peut pas l'ignorer, mais l'on peut tenter de le modérer. Seul un processus de paix crédible peut aider à modérer le Hamas et, en même temps, à mettre fin au conflit au Proche-Orient. L'arrivée de Barack Obama à la présidence a créé



Le président égyptien, Hosni Moubarak, avec son homologue israélien, Shimon Pères. Le Caire, 22 novembre 2009. / CRIS BOURONCLE/AFP/GETTY IMAGES

des raisons pour l'espoir. Après 10 mois, peut-être que l'élan a perdu en intensité, mais il n'a pas encore disparu. Malgré la fracture politique en Palestine et le gouvernement de l'aile dure de la droite en Israël, la politique d'Obama pour le Proche-Orient est encore l'espoir de la région.

Avec toutes les faiblesses de la politique des USA, il est évident que les perspectives de paix au Proche-Orient ne sont pas nombreuses. Pour l'Égypte, un pays qui bat le pavillon de la paix comme élément central de sa politique étrangère, ce ne sont pas là de bonnes nouvelles. Sans un processus de paix efficace qui tienne compte des forces déstabilisatrices de la région, pour ce qui est des idéologies tout autant que des sociétés et des relations entre États, la bataille sera ardue.

La politique étrangère égyptienne se trouve à la croisée des chemins : l'on tente de trouver de nouvelles politiques plus efficaces pour les problèmes de toujours. L'Égypte doit concevoir des politiques ne liant plus son rôle régional au processus de paix au Proche-Orient. Bien qu'il poursuive la réconciliation entre les factions palestiniennes et entre palestiniens et israéliens, l'Égypte ne devrait pas permettre que son efficacité régionale soit jugée seulement selon le processus de paix, qui est devenu, de son côté, un objet de manipulation par les positions les plus dures en Israël, en Palestine, en Iran et ailleurs. ■